

L'Humanité rouge

Proétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

0,50 F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

No 16
Nouvelle série
(No 274)
Mercredi 28 mai 1975

— Une déclaration du Bureau Politique
du Parti communiste marxiste-léniniste de France sur

LA SITUATION AU PORTUGAL

Dans son éditorial du 27 mai 1975, l'Humanité Nouvelle, organe central du Parti communiste marxiste-léniniste de France a publié une déclaration du Bureau politique que nous reproduisons ici :

Le Portugal est à l'heure actuelle le théâtre d'événements d'une extrême importance qui concernent directement notre Parti et le peuple de France.

Les révisionnistes du P«C»P viennent de franchir un nouveau pas dans leur offensive fasciste en s'attaquant par la violence au journal socialiste «*Republica*». Leur but est de prendre en mains le contrôle de l'ensemble des moyens d'information du Portugal dont ils contrôlent déjà l'essentiel. Ils veulent ainsi étouffer les voix qui dénoncent leurs agissements et pouvoir déverser leur propagande fasciste. Ce nouvel acte s'ajoute à une série d'autres mesures sociales-fascistes : mise en place d'un syndicat «à la polonaise», arrestations de militants révolutionnaires, etc.

Face au social-fascisme, on assiste à une mobilisation de plus en plus puissante du peuple portugais. Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs viennent de manifester dans différentes villes, huant les révisionnistes et proclamant : «*Cunhal, nouveau Salazar !*», «*Ni Brejnev, ni Kissinger, indépendance nationale !*». C'est sous les huées de milliers de travailleurs que les révisionnistes ont dû évacuer le journal «*Republica*».

Nous devons comprendre qu'aujourd'hui, au Portugal, les révisionnistes sont en train d'apparaître sous leur jour véritable. Les forces marxistes-léninistes jouent un rôle décisif pour cela. Notre Parti soutient pleinement leur combat. Les révisionnistes sont en réalité dans une situation difficile, confrontés à la montée du mouvement populaire et obligés de recourir de plus en plus à des coups de force. Ils sont prêts à tout pour maintenir leurs positions et instaurer leur dictature terroriste ouverte.

L'alternative existant aujourd'hui au Portugal est entre le social-fascisme et la démocratie, l'asservissement et l'indépendance nationale. Dans ce cadre, est positif tout ce qui s'oppose au social-fascisme pour la défense des libertés démocratiques. C'est en particulier le cas du PS portugais qui est confronté aux agressions du P«C»P et mobilise les masses pour y faire face.

Cette lutte entre démocratie et social-fascisme est liée indissolublement à la lutte entre les forces favorables à l'indépendance nationale et les deux superpuissances, en particulier le social-impérialisme russe. Le social-impérialisme a marqué des points au Portugal dans sa rivalité avec l'impérialisme US. Celui-ci cherchera à reprendre pied. Quant au social-impérialisme, il n'acceptera pas de perdre les positions conquises et au contraire cherche à en occuper de nouvelles. Il veut en particulier obtenir une base militaire. De plus en plus nombreux sont ceux qui, au Portugal, ont pris conscience du caractère impérialiste de l'URSS. Au cours des récentes manifestations, on a pu voir de nombreux mots d'ordre dénonçant le social-impérialisme russe.

Au sein du MFA lui-même, existent des forces favorables à l'indépendance nationale. Inévitablement, les contradictions en son sein vont grandir comme dans l'ensemble du Portugal.

Tout ceci prouve que rien n'est joué au Portugal et que de nouveaux affrontements de grande ampleur vont y survenir. Les événements du Portugal sont un épisode dans la rivalité des deux superpuissances pour le contrôle de l'Europe et dans la lutte des peuples d'Europe contre les deux superpuissances. Ils ont et auront d'importantes conséquences en France même, comme pour toute l'Europe.

Les dirigeants du P«C»P soutiennent pleinement leurs compères sociaux-fascistes du Portugal, calomnient les révolutionnaires portugais, appuient les agressions contre les socialistes portugais. C'est qu'en France ils agiraient de même. Déjà ils montrent leur vrai visage en agressant les militants marxistes-léninistes.

Le Bureau Politique du PCMLF appelle tous les militants marxistes-léninistes, anti-révissionnistes, tous les anti-fascistes, tous les partisans de l'indépendance nationale à renforcer leur soutien au peuple portugais, à développer l'action commune dans ce sens.

Le PCMLF, quant à lui, ne ménagera pas ses efforts, prendra les initiatives qui s'imposent et affirme sa confiance dans le peuple et les marxistes-léninistes portugais.

LE SOCIAL-FASCISME NE PASSERA PAS !
A BAS LE SOCIAL-IMPÉRIALISME RUSSE !
LE PEUPLE PORTUGAIS VAINCRA !

POURQUOI L'HUMANITÉ ROUGE DÉTÉE DU 27 MAI N'EST PAS PARUE

Un tract distribué à Paris à des milliers d'exemplaires l'a expliqué en ces termes :

«*Aujourd'hui, les travailleurs de la presse et du tabeur cessent le travail pour soutenir la lutte de ceux du «Parisien libéré» contre les licenciements. Amaury, directeur du «Parisien libéré», a en effet décidé de licencier plusieurs centaines de travailleurs. Il y a en France aujourd'hui plus d'un million de chômeurs ; la lutte de tous les travailleurs contre le chômage et les licenciements est juste ; le combat de ceux du «Parisien libéré» est juste. Nous sommes à leurs côtés, dans les entreprises, dans cette lutte. Comme nous l'avons été à Hollenstein.*

Voilà pourquoi notre journal ne paraît pas.»

Ce tract rappelait la lutte des travailleurs d'Hollenstein et le sabotage des dirigeants CGT :

«*Qu'ont fait les dirigeants de la Fédération française des travailleurs du Livre CGT pendant ce temps ? Ils ont exigé des travailleurs qu'ils cessent d'occuper et de produire, qu'ils suppriment le comité de grève, que des licenciements soient acceptés. Les travailleurs d'Hollenstein ont tous refusé. Quand ils eurent remporté la victoire ils ont tous été exclus de la CGT. On sait ce que cela veut dire dans la presse où la CGT a le monopole de l'embauche. Qui n'a pas sa carte CGT ne peut pas travailler dans la presse et ne le peut que difficilement dans le labeur.*

Telle est la façon dont les dirigeants CGT «s'opposent» aux licenciements. On sait aussi qu'ils ont tout fait pour s'opposer à la lutte des travailleurs de Darbois. A la Néogravure ils ont accepté 900 licenciements, chez Larousse 300. Il est clair que les dirigeants CGT ne défendent pas l'emploi des travailleurs du Livre.»

Enfin était dénoncé la volonté des dirigeants révisionnistes de contrôler les moyens d'information comme ils le font au Portugal :

«*Comme ils le font aujourd'hui au Portugal, les révisionnistes en France se préparent à la mainmise sur la presse. Déjà leurs pressions y sont très fortes. Il n'est pas rare que des articles qui leur déplaisent soient sabotés. On se souvient d'une lettre de Séguéy aux directeurs de journaux les menaçant s'ils parlaient de la grève des mineurs de Lorraine et des travailleurs de Moulins. Récemment encore ils sont allés menacer «Ouest-France» parce qu'il parlait des marxistes-léninistes.»*

Il y était dit encore :

«*Nous soutenons les travailleurs en lutte contre les licenciements et nous disons que les dirigeants révisionnistes de la CGT ne songent nullement à défendre l'emploi des travailleurs mais à servir des travailleurs pour contrôler la totalité de la presse. Comme à Hollenstein, inévitablement les travailleurs dans leur lutte contre les licenciements démasquent et démasqueront de plus en plus ces manœuvres politiques.»*

LE TIERS MONDE AVANCE DANS LA LUTTE

Les supergrands ne se résignent pas à la défaite que leur ont infligée les pays en voie de développement en utilisant le pétrole et les autres matières premières comme d'une arme. Ils ne sont pas prêts non plus à renoncer aux intérêts déjà acquis ni à leur position hégémonique. Au contraire, ils ont intensifié leurs machinations contre la juste lutte des pays en voie de développement. Profitant des changements intervenus dans le rapport offre-demande sur le marché international du pétrole, ils ont raffé de nombreux pétro-dollars par la vente d'armes, par le biais des équipements industriels et de la technologie, par l'achat d'actions et de propriétés, dans la tentative de priver les pays exportateurs de pétrole des fruits de leur victoire. En même temps ils ont cherché à semer la discorde entre les pays producteurs et les pays consommateurs de pétrole comme entre les pays producteurs et non-producteurs de pétrole. Ils ont même établi un «groupe» des pays consommateurs de pétrole en vue de susciter une «confrontation» avec l'organisation des pays exportateurs de pétrole. Pour préserver leurs superprofits, ils n'ont pas hésité à recourir aux pressions politique et économique, à l'intimidation et à la

menace de la force afin d'obliger les pays producteurs de pétrole à réduire les prix du pétrole.

Riposte sur le pétrole

Les pays en voie de développement se sont courageusement dressés pour relever le défi des superpuissances et mènent une lutte ferme, du tac au tac, contre l'oppression, le sabotage et les tentatives de leur faire supporter le poids de la crise économique. Les quatre premiers mois de cette année ont vu se tenir une série de réunions des pays en voie de développement, au cours desquelles l'élaboration de politiques de lutte commune adaptées à la nouvelle situation ainsi que d'importantes mesures ont été étudiées, ouvrant ainsi une nouvelle étape de leur bataille.

Devant les efforts déployés par les deux despotes, Etats-Unis et Union soviétique, pour miner l'unité du tiers monde et isoler l'OPEP, les pays exportateurs de pétrole ont pris en commun la ferme décision de geler le prix du pétrole et de réduire la production, ce qui a déjoué le complot des superpuissances qui cherchaient à imposer une baisse des prix. Ils sont également prêts à prendre des mesures efficaces pour promouvoir la coopération avec les pays qui ne produisent pas de pétrole afin de faire face par des actions communes aux faiseurs de troubles.

Solidarité

Il est à noter qu'au cours de ces derniers mois, les pays latino-américains ont fait beaucoup de progrès pour promouvoir la coopération régionale et «l'intégration économique». Les pays d'Amérique latine ont mis sur pied des organisations de café, de banane, de sucre, entre autres, dans lesquelles ils jouent un rôle actif pour tenir tête aux monopoles internationaux et aux compagnies transnationales. De plus, le Mexique, la Guyane, la Jamaïque et la Trinité et Tobago sont en train de négocier l'établissement d'une entreprise conjointe d'aluminium utilisant comme matières premières le pétrole et le gaz naturel du Mexique et la bauxite de la Guyane. Ce sont là des signes révélateurs de l'intensité de la lutte des pays latino-américains pour s'opposer à l'hégémonisme et suivre la «voie de la confiance collective en eux-mêmes».

Indépendance économique

Pour promouvoir l'agriculture, de nombreux pays en voie de développement œuvrent actuellement à transformer leur économie marquée par la monoculture, séquelle de la domina-

tion colonialiste, en une économie aux cultures diversifiées axées sur la production céréalière.

Grâce à ces mesures, la production agricole a augmenté, à degrés divers, en 1973 par rapport à la moyenne de 1961-1965, dans la plupart des 94 pays en voie de développement qui ont fait l'objet d'une enquête. Les statistiques montrent que dans ces pays, le taux d'auto-suffisance en céréales s'est considérablement accru. Nombre d'entre eux ont compris que pour développer l'industrie nationale, ils doivent éliminer le contrôle et le pillage qu'exercent sur les ressources naturelles les impérialistes et surtout les supergrands, et qu'ils doivent mettre efficacement ces ressources naturelles au service de leur économie nationale.

De plus en plus nombreux sont les pays en voie de développement qui ont nationalisé la production de matières premières et les circuits de commercialisation auparavant sous le contrôle des capitaux étrangers. En recouvrant les concessions, en augmentant les impositions, en limitant les sphères d'investissement et les transferts de profits, ils sont parvenus à réduire le champ d'activité des entreprises étrangères et à améliorer les conditions de développement de l'industrie nationale.

Selon les statistiques, la valeur industrielle des pays en voie de développement en Asie, en Afrique et en Amérique latine en 1971 a enregistré une augmentation de 78 % sur 1963. Tout cela montre qu'il est non seulement nécessaire, mais aussi possible pour les pays en voie de développement d'échapper au contrôle colonial et de développer leur économie nationale indépendamment, pourvu qu'ils aient la volonté de le faire.

"THE ORIENT NEWS" (Philippines)

« Une fois implantée,
elle ne partira plus ! »

Les tentatives d'infiltration du social-impérialisme passent de moins en moins inaperçues. Ainsi en Asie du Sud-Est. Comme le montre cet extrait d'un journal des Philippines :

« Les manœuvres navales soviétiques d'envergure globale avaient un sinistre dessein. L'Union soviétique qui étale partout sa puissance a voulu cette fois-ci mettre à l'épreuve la capacité de combat de sa force navale. Cela a indiqué que cette superpuissance, l'Union soviétique, profite de la défaite des Etats-Unis en Indochine pour s'efforcer de remplacer les Etats-Unis et de créer une situation d'hégémonie soviétique dans le monde (...).

« L'Union soviétique s'empare de bases militaires dans l'océan Indien sous l'enseigne de "socialisme". En arborant un sourire d'"amitié" et d'égalité elle exprime tout d'abord sa disposition à "aider" les pays côtiers à "développer leur pêche" et à fournir des installations pour équiper leurs ports, puis leur demande des facilités portuaires pour les bâtiments de guerre soviétiques. Une fois implantée, elle ne repartira plus (...).

« Les manœuvres navales soviétiques étaient décidément une démonstration militaire. Ce fait montre que l'Union soviétique déploie des efforts dans sa rivalité avec les Etats-Unis pour l'hégémonie maritime. »

Une fois implantée, elle repartira sous les coups conjugués des peuples de la région qui ont une longue expérience de la lutte anti-impérialiste... Mais pourra-t-elle s'implanter avec autant de facilité ? Là est la question du moment à laquelle les peuples vigilants répondent.

DEPECHEs

ITALIE :

450 000 employés de l'administration, des compagnies d'assurances et des sociétés de secours contrôlées par l'Etat ont organisé hier une grève de quatre heures à l'échelle nationale pour exiger des réformes.

Le même jour, les habitants de Naples ont déclenché une grève générale de trois heures pour exiger le plein emploi et protester contre les atrocités de la police. Quelque 15 000 personnes ont également tenu une manifestation et un rassemblement à Naples.

THAILANDE :

La manifestation devant l'ambassade américaine à Bangkok est entrée dans son troisième jour, le 19 mai. Des centaines de manifestants ont exprimé, par les haut-parleurs, leur opposition à l'empêchement américain sur la souveraineté thaïlandaise et à son invasion du Cambodge. Leur action a bénéficié d'un soutien chaleureux des masses.

Des dizaines d'organisations syndicales thaïlandaises ont exigé, dans une déclaration publiée le 18 mai, que les Etats-Unis présentent leurs excuses officielles à la Thaïlande et qu'ils retirent toutes leurs troupes du pays le plus tôt possible.

Le mouvement anti-américain s'étend de Bangkok à d'autres endroits du pays.

LAOS

DEHORS LES "COOPERANTS" U.S.

Les dernières luttes du peuple lao ont porté leurs fruits : Ford est obligé d'évacuer les prétendus «coopérants» US de sa prétendue «aide», dernière couverture de l'intervention US dans les affaires intérieures du pays ; la prétendue «mission d'assistance US» n'étant qu'une officine d'espionnage.

A la «radio du Pathet Lao», Khamsouk Keola, vice-président et secrétaire général du conseil politique national de coalition a fait le point de la situation et souligné l'importance des luttes des soldats et officiers :

« Depuis la signature de l'accord de Vientiane, les réactionnaires ultra-droitiers de Vientiane ont, à l'instigation des Etats-Unis, donné à leurs troupes l'ordre de lancer des attaques et de se livrer à des provocations contre les forces patriotiques et de réprimer l'impétueux mouvement du

peuple pour la justice. C'est là une grave violation de l'accord de Vientiane et de son protocole et un empiètement grossier sur la liberté et les droits démocratiques dont le peuple doit jouir en temps de paix. C'est pourquoi les officiers et les soldats conscients du côté de Vientiane se sont révoltés, en proclamant leur refus d'obéir aux ordres des ultra-droitiers et leur loyauté au gouvernement provisoire d'union nationale et au conseil politique national de coalition.

Ces luttes ont fait rayonner l'esprit patriotique du peuple lao, esprit qui consiste à lutter pour sauvegarder l'indépendance et les droits fondamentaux du peuple et dont il a fait preuve ces dizaines d'années passées. »

A coup sûr, au Laos comme dans toute l'Indochine, la situation évolue dans le sens du peuple.

A EVERWEAR, St-QUENTIN

Depuis février, les ouvriers de l'entreprise (2/3 femmes, 1/3 hommes) occupent, produisent, principalement des couvre-lits, et se payent (pour tous, actuellement, 400 F/semaine au minimum). Ils ont préparé leur lutte depuis juin 74, sans se fier aux promesses du patron anglais (trust Vantona, qui se retire en novembre, après avoir promis en septembre de relancer l'entreprise !). Le comité d'entreprise est convoqué début février, avec les licenciements collectifs à l'ordre du jour. Mais ce que le personnel met bel et bien à l'ordre du jour en assemblée générale, c'est l'occupation de l'usine. Non à tous licenciements, pas question d'accepter les reclassements ou l'indemnisation de chômage bideau, accord signé par M. Ségué, qui veut maintenant nous faire croire qu'il le regrette !

Pour lutter contre les licenciements, il faut être offensifs et se donner le rapport de force favorable ; pour cela, à Everwear, fallait-il entamer les stocks et produire des couvre-lits, ou bien en rester aux napperons faits à partir des chutes ? La position de l'Union locale CGT, qui lutte contre les licenciements EN PAROLES, c'est de rester dans la légalité, refuser les ventes sauvages, occuper sans produire de couvre-lits... autant dire s'en remettre au bon vouloir du patron. La CGT veut forcer les travailleurs à mettre de côté l'argent correspondant au prix des matières premières !

«Néanmoins», dit M. Paillot, secrétaire de l'Union locale CGT Saint Quentin, «nous n'imposerons pas un débat aux employés et les laisserons libres de leur façon d'agir» (la CFDT est majoritaire !). Merci bien, M. Paillot ! Et encore : «La classe ouvrière est honnête, mais il faut l'empêcher de rêver» ! A quoi rêve M. Paillot, lui ? Aux syndicats à la polonaise, grâce à qui les ouvriers polonais en grève se firent tirer dessus à Gdansk, en 1970 ? Ou à la centrale syndicale unifiée au Portugal sous la coupe du traître Cunhal qui vocifère contre les grèves déclenchées par la base avec le soutien des vrais communistes ?

La lutte d'Everwear, comme celle de Lip, nous apprend :

- qu'il faut être offensifs contre les licenciements, en actes ;

- qu'il faut l'unité à la base et dans l'action sur des objectifs clairs. A Everwear, le comité de grève regroupe des syndiqués CFDT, CGT, et des non-syndiqués. Les syndiqués de base CGT (dont certains ont déchiré leur carte depuis le début de la grève) ont été ralliés à l'occupation, à la production dans la mesure du possible ;

- qu'il faut la démocratie prolétarienne : le comité de grève propose des actions. Les travailleurs décident

en AG à main levée. Le comité de soutien se soumet aux décisions des ouvriers.

L'Humanité blanche (comme l'Aurore, le Figaro, etc...) n'a pas parlé de la grève : ce que veulent ces faux communistes c'est faire pourrir la grève, pour démobiliser et démoraliser la classe ouvrière. A nous d'expliquer partout que les dirigeants du P«C»F, Marchais, Leroy, Ségué, etc... sont avant tout des agents de Moscou, qu'ils trahissent le prolétariat pour le compte de leurs maîtres de Moscou. Les nouveaux tsars Brejnev, Kossyguine, etc., se disputent avec les USA pour envahir l'Europe, mais ils ont grand peur de trouver sur leur chemin une classe ouvrière forte, unie, et mobilisée, qui les chassera comme hier les hitlériens. Quand les dirigeants révisionnistes du P«C»F font leur sale boulot en trahissant la classe ouvrière dans ses luttes économiques, et dans ses luttes politiques, en prônant l'antimilitarisme, le pacifisme, et l'union de la gauche autour de son programme de soumission à Moscou, c'est l'invasion de notre pays par l'URSS qu'ils préparent.

A Everwear comme ailleurs, pas un seul licenciement !
La classe ouvrière ne paiera pas la crise que les deux superpuissances rejettent sur l'Europe !
Ni Washington, ni Moscou indépendance nationale !
Marchais-Ségué-Leroy, traîtres au prolétariat pour le compte du social-impérialisme russe !

Aux dernières nouvelles, à Everwear, la CGT tente de saboter la lutte en faisant arrêter la production. Les travailleurs d'Everwear dénonceront cette manœuvre !

On peut soutenir, commande des couvre-lits ou des napperons en téléphonant à Everwear Saint Quentin, 62 46 13 (laisser sonner longtemps), ou en écrivant : CFDT Picardie, 20 Rue du Dr Bourbier, 02100 Saint Quentin.

Correspondant H.R.

St-DIE (Vosges)

OCCUPATION ET VICTOIRE à l'usine Peltex !

Depuis le 17 avril dernier les ouvriers de Peltex occupaient leur usine pour s'opposer aux licenciements de 196 d'entre eux.

La procédure de licenciement a été annulée jusqu'au 1er novembre 75, date à laquelle la question sera réexaminée. Aucune sanction ne sera prise contre les grévistes. La grève a duré trois semaines.

Correspondant H.R.

ASSISTANCE PUBLIQUE LE POINT SUR LA LUTTE POUR LES 250 F

Veil a voulu diviser les travailleurs en donnant 250 F au personnel infirmier (en prime et non intégrés dans le salaire). Elle n'y réussira pas : les «spécialisés» (radio, labo, kiné...) ont entamé la riposte et dans cette lutte, ils commencent à entraîner les autres travailleurs dans d'autres catégories.

C'est au cours de tels combats que les langues se délient que des contacts s'établissent, et que des barrières tombent.

Mais quel est l'obstacle le plus important à cette mobilisation réellement unitaire actuellement ?

C'est l'attitude des dirigeants P«C»F de la CGT qui n'est que tromperie et mensonges. Ils veulent faire croire que la différence entre les travailleurs en lutte depuis trois

semaines et eux est qu'ils sont pour un mouvement général alors que les travailleurs en lutte seraient pour un mouvement «catégoriel» («uniquement les spécialisés»). C'EST FAUX ! La différence c'est que d'un côté des travailleurs ont créé un véritable rapport de forces et que le mouvement s'étend progressivement sur des bases de combat pour lutter jusqu'au bout, de l'autre le P«C»F qui contrôle la CGT fait tout pour briser le mouvement car il ne dépend pas d'eux. Pour cela, ils lancent une grévette nationale le 27 mai qui ne fera que démobiliser les travailleurs car tout le monde sait bien que ces grévettes nationales n'aboutissent à rien sinon à montrer que la CGT est un «grand syndicat responsable» !

Oui, la CGT est un syndicat au passé de luttes glorieux mais il est à l'heure actuelle manipulé par les faux communistes du P«C»F qui veulent en faire un outil d'encadrement et de démobilisation de la classe ouvrière (comme le syndicat unique au Portugal) au moment où leurs maîtres de Moscou préparent leur agression pour mettre la main sur l'Europe.

Prenons en main nos luttes nous-mêmes !

Les comités de grève, regroupant syndiqués comme non syndiqués, permettant l'unité à la base et dans l'action, sont un outil indispensable pour mener la grève à la victoire pour les 250 F (intégrés dans le salaire).

Correspondant H.R.

Correspondant H.R.

LA ROCHE-SUR-YON GREVE DES GARAGES RENAULT ET CITROEN

Les ouvriers des garages Renault et Citroën s'étaient mis en grève une première fois, mais suite à l'échec des négociations du mardi 20 mai, une nouvelle grève a été votée le soir-même dans une assemblée générale commune aux deux garages. De nombreux ouvriers d'autres garages sont venus participer à cette AG. La journée du mercredi, les grévistes aidés par l'UL CFDT ont organisé leur action et décidé, pour populariser la grève, d'effectuer des réparations gratuites. Dès jeudi matin un atelier «sauvage» était installé sur une place centrale de la ville. De nombreux travailleurs ont apporté leur voiture à réparer. Mercredi après-midi les ouvriers du garage Opel ralliaient la grève. Jeudi matin c'était au tour des ouvriers de Ford. D'autres garages suivront peut-être.

Les salaires moyens sont actuellement :

- pour un manœuvre, 8 F de l'heure, soit 1340 F par mois pour 42 heures par semaine ;
- P1, 8,50 F de l'heure, 1400 F mensuel pour 42 heures ;
- P2, 9,50 F de l'heure, 1575 F mensuel pour 42 heures.

Les grévistes réclament entre autres, le treizième mois complet, une augmentation de salaire avec une revalorisation plus importante pour les moins payés.

Ils profitent de cette action pour révéler les bénéfices des patrons sur les réparations.

Il faut noter que pour la plupart, il s'agit de la première grève.

Correspondant H.R.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'ondes
PEKIN	19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
	20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
	21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
	22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 45,9 m

	Heures de Paris	Longueurs d'ondes
TIRANA	17h	sur 31 et 42 m
	22h	sur 31, 42 et 215 m
	23h30	sur 31, 41 et 206 m

LE CAPITALISME, CE N'EST PAS LA "FÊTE" POUR LES TRAVAILLEUSES !

«La fête des mères», c'est par des «institutions» comme celle-ci que la bourgeoisie tente de faire oublier aux travailleuses qu'elles constituent la couche la plus exploitée de la classe ouvrière. Au lendemain de cette «grande fête» d'autant plus grande cette année : année internationale de la femme - les ouvrières et toutes les travailleuses ne sont pas résignées à faire les frais de la crise capitaliste.

Sous divers prétextes - les femmes travaillant moins vite, plus mal, elles «papotent», elles s'absentent - les patrons imposent aux travailleuses des postes sous qualifiés, de bas salaires, de ne travailler qu'à mi-temps, donc pour des salaires de misère, etc., ou plus souvent, leur imposent le chômage quitte à verser une ombre d'allocation pour qu'elles restent au foyer.

70 % des smicards sont des femmes. En moyenne, les femmes sont payées 40 % moins cher que les hommes, et ceci même s'il s'agit d'ouvrières hautement qualifiées. Pourtant les lois, décrets, etc., n'ont pas manqué depuis le préambule de la Constitution jusqu'aux lois de 1972 en passant par le traité de Rome, pour instaurer l'égalité des salaires. C'est bien la preuve que seule la lutte unie et résolue, classe contre classe, permettra aux femmes d'arracher la juste revendication «A travail égal, salaire égal».

Les femmes représentent 56 % des demandes d'emploi non satisfaites. Pour elles, le chômage a augmenté de 40 % en un an. Les plus touchées

d'entre elles sont les jeunes : 70 % des femmes à la recherche d'un emploi ont moins de 25 ans. Actuellement, il n'y a guère qu'une demande sur quatre qui puisse être satisfaite. Pour le secteur tertiaire que demandent 75 % des chômeuses, 13 % de demandes ne sont pas satisfaites. Pour l'industrie, le taux atteint 40 %. Le plus souvent, les capitalistes «justifient» cette situation en rappelant qu'en moyenne une chômeuse sur deux n'a pas de qualification, ce taux atteignant 65 % et plus dans certaines régions. Mais est-ce que ce ne sont pas eux les principaux responsables de cette situation ?

Les discriminations dont les femmes sont victimes sont innombrables. La bourgeoisie a fait beaucoup de bruit autour de la nomination comme secrétaires d'Etat de mesdames Giroud et Veil, mais c'est pour mieux cacher la réalité. En fait, depuis l'école où les femmes dans leur majorité sont placées sur des voies de garage, sans aucun débouché, jusqu'à la formation militaire qu'elles ne peuvent absolument pas acquérir, rien n'étant prévu à cet effet, la bourgeoisie place les femmes dans une position inférieure. Elle les considère comme incapables de se diriger toute seules, incapables même de décider du nombre d'enfants qu'elles auront, comme en témoignent sa lutte d'hier contre l'abrogation de la loi de 1920 sur l'avortement et sa lutte d'aujourd'hui pour l'application de la nouvelle loi (l'ordre des médecins s'y oppose).

Quant aux révisionnistes, sur la question des femmes comme sur toutes les autres, ils choisissent le camp de la bourgeoisie contre celui du prolétariat. Ainsi, ces derniers temps, dans nombre d'entreprises, ils ont essayé, eux aussi, de faire oublier aux femmes leurs conditions.

- les débrayages de deux heures et les cadeaux pour la «fête des travailleuses» n'avaient d'autre but que de démobiliser les femmes, de leur faire oublier la lutte de classe...

Mais sur le problème des femmes comme sur tous les autres, les révisionnistes ne sont pas seulement dans le camp de la bourgeoisie, opposé à celui du prolétariat ; ils servent les intérêts du social-impérialisme russe. Le sens de leur campagne d'adhésion et de l'intensification de leur propagande en direction des femmes n'est pas autre. Selon les révisionnistes, les femmes seraient par nature «pacifiques», elles désireraient avant tout le «calme» et rejetteraient systématiquement la «violence». Aussi les révisionnistes s'appuient-ils sur cette idée erronée - pour propager leur théorie de la «détente» internationale. Ils espèrent de cette façon convaincre la moitié de notre peuple que notre époque est celle de la paix, et qu'en tout état de cause l'URSS n'est pas agressive, qu'en aucun cas elle n'a de visées expansionnistes sur l'Europe. Il est clair qu'en agissant de cette façon ils servent à

fond les intérêts de la superpuissance russe.

Les conditions qui leur sont faites par la bourgeoisie ne peuvent pas permettre aux femmes de se préparer idéologiquement et politiquement en prévision d'une guerre d'agression du social-impérialisme. Leur rôle dans la résistance à l'agresseur sera pourtant déterminant, comme il le fut pendant la Commune de Paris en 1871 et pendant la résistance au nazisme. C'est la raison pour laquelle il est important que les femmes luttent pour de meilleures conditions de vie et de travail, pour une égalité effective avec les hommes, contre toutes les discriminations dont elles sont victimes depuis l'école jusqu'à l'emploi en passant par la formation professionnelle et l'absence de formation militaire...

Que les femmes suivent l'exemple de leurs camarades des Nouvelles Galeries de Thionville, de Cerisy, du Joint-Français, de Lip, de Big Chief, etc., qu'elles s'unissent à la base et dans l'action pour obtenir satisfaction sur leurs justes revendications, pour imposer à la bourgeoisie qu'à travail égal les salaires des hommes et des femmes soient égaux !

Que les femmes se mobilisent et se placent sous la direction de l'avant-garde communiste marxiste-léniniste pour se préparer à remplir le rôle qui leur revient dans le combat pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne !

MONTPELLIER

a l'offensive contre la 5ème colonne social-fasciste de l'impérialisme russe !

Le 20 mai à 19 heures, les communistes marxistes-léninistes de «l'Humanité rouge» ont organisé une manifestation anti-social-fasciste devant le local du P.C.F. Plus de cent personnes y ont participé. Il s'agissait de condamner publiquement les dirigeants du parti révisionniste français qui tentent d'imposer dans notre pays une dictature sociale-fasciste à l'image de celle instaurée par Brejnev et consorts en Russie, et qui jouent le mieux qu'ils peuvent le rôle de cinquième colonne du social-impérialisme russe qui leur est imparté par la clique Brejnev.

Après que nos camarades aient baissé le rideau de fer du local, enfermant ainsi quelques personnes dont des bonzillons révisionnistes étudiants à l'intérieur, et empêchant donc tout leur préjudiciable au but recherché, un camarade a pris la parole pour expliquer à nouveau le contenu politique de cette manifestation aux participants et aux passants (voir photo).

Sitôt après la dispersion, sans aucun incident, un communiqué de presse a été remis à deux journaux locaux : «Le midi libre» et «La dépêche» qui, d'ailleurs, ne l'ont pas encore publié... Dans ce communiqué rappelant l'odieuse agression contre la Tchécoslovaquie en 1968, celle contre la Chine en 1969, les agissements sociaux-fascistes au Portugal de l'agent de la superpuissance russe, Cunhal, nos camarades déclarent : «En France, depuis plusieurs années, on assiste à un déchaînement de hargne contre les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge (...). A Montpellier, même et dans sa région, les provocations se multiplient : le 25 avril, à Castelnaud, lors d'une réunion du P.C.F. sur la réforme Haby, des contradicteurs sont sauvagement agressés par le service d'ordre ; le 1er mai, trois nervis du faux P.C.F. agressent un militant syndicaliste diffusant des tracts de soutien aux grévistes de la Solamea Socomatec à Pézenas ; le 9 mai, le service d'ordre des étudiants



soi-disant communistes interdit une diffusion de tracts marxistes-léninistes ; début mai, une odieuse lettre dénonçant huit travailleurs comme membres du Parti communiste marxiste-léniniste de France circule dans les syndicats, ses inspirateurs : les dirigeants du faux P.C.F.

EN VOILA ASSEZ ! Et c'est là le sens de notre manifestation organisée devant le local du faux P.C.F.

Le communiqué conclu : «Le peuple de France et son avant-garde marxiste-léniniste ne permettront jamais que les sociaux-fascistes agissent impunément, quelque soit leur phraséologie de «gauche» !»

Le lendemain 21, des camarades étudiants sont intervenus à une réunion de l'Union des étudiants révisionnistes dont le thème était : «Compte-rendu public du congrès

du MJCF». Voyant qu'il n'y avait quasiment personne à cette réunion, nos camarades, venus pour dénoncer le social-fascisme, ont décidé d'en empêcher purement et simplement la tenue.

La hargne dont les révisionnistes font preuve à l'égard des marxistes-léninistes ne témoigne que de la crainte qu'ils ont de se voir rejetés par les masses, et de leur faiblesse.

Aux attaques sociales-fascistes effectuées sur ordre des dirigeants du parti révisionniste français, à leurs agissements de cinquième colonne du social-impérialisme russe, répondons en nous montrant résolument offensifs dans la lutte politique contre le révisionnisme, en mobilisant hardiment les masses pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne !